

LES ÉTATS-UNIS DANS LE GOLFE PERSIQUE : LA REALPOLITIK D'OBAMA EN ACTION ?

Jean-Loup Samaan

La Découverte | Hérodote

2013/2 - n° 149
pages 22 à 36

ISSN 0338-487X

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-herodote-2013-2-page-22.htm>

Pour citer cet article :

Samaan Jean-Loup, « Les États-Unis dans le golfe Persique : la Realpolitik d'Obama en action ? »,
Hérodote, 2013/2 n° 149, p. 22-36. DOI : 10.3917/her.149.0022

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les États-Unis dans le golfe Persique : la *Realpolitik* d'Obama en action ?

*Jean-Loup Samaan*¹

Le 7 décembre 2012 se tenait le Manama Dialogue, dans la capitale de Bahreïn. Cette conférence annuelle dédiée aux problématiques stratégiques qui structurent les agendas des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)² reprenait après une année d'interruption en raison des troubles sociaux et politiques dans le pays. Abritant la V^e flotte de l'US Navy, Bahreïn est une monarchie dirigée par une famille régnante sunnite mais dont la population, majoritairement chiite, est marginalisée dans le jeu politique. Survenues début 2011, les mobilisations bahreïnies ont jeté un trouble à Washington, où l'administration Obama a choisi la retenue, arguant que les contentieux bahreïnis n'étaient pas du ressort des États-Unis. Cette position ambivalente n'a pas manqué de susciter des réactions variées : silence consentant à la répression menée par le régime pour les uns, désolidarisation de Washington envers un de ses alliés clés dans la région, pour les autres.

En tous les cas, lorsque le prince Salman, prince héritier de Bahreïn et habituellement présenté comme un potentiel réformateur du pays, prend la parole pour inaugurer le 7 décembre dernier le Manama Dialogue, il ne manque pas de remercier le Royaume-Uni ainsi que d'autres pays pour leur soutien dans l'épreuve que traverse Bahreïn. Toutefois, aucun mot de remerciement n'est adressé aux États-Unis, représentés dans l'assistance par le sous-secrétaire d'État William Burns. L'embarras et le malaise au sein de la délégation américaine sont alors palpables

1. Jean-Loup Samaan est maître de conférences au département Moyen-Orient du Collège de défense de l'OTAN. Il vient de publier *La Menace chinoise. Une invention du Pentagone ?*, Éditions Vendémiaire, Paris, 2012.

2. Le Conseil de coopération du Golfe est composé de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Qatar, des Émirats arabes unis, du Koweït et du sultanat d'Oman.

dans l'auditorium. Quand bien même des démentis sur les intentions prêtées au prince Salman sont exprimés dès le lendemain par le ministère des Affaires étrangères bahreïni, l'incident révèle le point critique auquel les relations américaines avec les pays du Golfe sont arrivées³.

Les quatre années du premier mandat de Barack Obama ont été rythmées par de multiples dossiers diplomatiques qui, à chaque fois, directement ou indirectement, ont mis à l'épreuve la confiance dans le partenariat entre Washington et les monarchies du Golfe. Le « lâchage » par Barack Obama du président égyptien Hosni Moubarak au printemps 2011, le retrait américain d'Irak en décembre 2011, et surtout la poursuite non entravée du programme nucléaire iranien sont autant de situations irritantes pour les membres du CCG qui y voient des risques, voire des menaces existentielles, pour la stabilité de leurs systèmes politiques.

Le discours moral, voire moralisant, de Barack Obama a-t-il causé une scission dans la relation entre Washington et les membres du CCG ? Les termes du partenariat américain avec les régimes de la péninsule Arabique se révèlent plus complexes. Fondée moins sur des valeurs mutuelles que sur des intérêts économiques et stratégiques partagés, cette relation est depuis plusieurs décennies, et en particulier depuis la guerre du Golfe de 1991, l'une des plus importantes pour Washington. Un examen approfondi des tenants et aboutissants de cette relation permet d'aller au-delà de l'idée d'une rupture et de constater qu'au contraire, en dépit de la retenue de Barack Obama au niveau public, celui-ci a continué – et devrait continuer au cours de son second mandat – d'entretenir une relation étroite avec les monarchies du Golfe.

Pour étayer notre propos, nous montrons ici comment s'est structuré le « complexe de sécurité⁴ » dans la péninsule Arabique, système que les États-Unis ont en grande partie contribué à façonner. Nous analysons ensuite comment, en l'espace d'une décennie, le volet politique de ce partenariat a été mis à l'épreuve par une dégradation du climat diplomatique entre les parties, et plus particulièrement entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. La troisième et dernière partie de l'article nuance l'image d'une relation dégradée en exposant les initiatives récentes de Washington relatives à la sécurité de la péninsule, initiatives qui

3. Sur l'épisode, voir le récit de Josh Rogin, « Why did the Bahraini Crown Prince snub the USA? », *Foreign Policy*, Blog *The Cable*, 8 décembre 2012. Disponible à :

<http://thecable.foreignpolicy.com/posts/2012/12/08/why_did_the_bahraini_crown_prince_snub_the_usa>

4. Nous reprenons ici les termes de Barry Buzan, de « complexe de sécurité » : « Un complexe de sécurité est un ensemble d'acteurs dont les processus de sécurisation, de désécurisation, ou les deux, sont si dépendants les uns des autres que leurs problématiques sécuritaires ne peuvent être étudiées séparément » [Buzan, Wæver, 2003, p. 44].

tendent à prouver que les États-Unis devraient, bon an mal an, rester la puissance prééminente dans la région.

La genèse de la présence américaine dans le golfe Persique

On identifie souvent l'amorce d'une stratégie américaine dans le golfe Persique à la rencontre en 1945 entre le président Roosevelt et le roi d'Arabie saoudite, Ibn Saoud, à bord de l'*USS Quincy*. Cette rencontre préparée en secret au cours des derniers mois de la Seconde Guerre mondiale révèle le nouveau rôle des États-Unis dans une région jusqu'alors régie par le Royaume-Uni. Toutefois, le choix de cette date est discutable. Certes, 1945 marque bien la consécration de l'ascendant américain sur le vieil Empire britannique et c'est à cette même période que les ingénieurs prennent véritablement conscience de la richesse sans comparaison dont l'Arabie saoudite bénéficie en matière de réserves pétrolières. Pour autant, il faut encore attendre un certain nombre d'années pour voir ce transfert d'influence entre Londres et Washington se concrétiser dans le Golfe. En fait, il faut attendre la fin des années 1960.

En 1968, Harold Wilson, alors Premier ministre du Royaume-Uni, fait face à de fortes contraintes financières sur le plan interne ainsi qu'à une forte montée de sentiments anticolonialistes dans la région qui mettent à l'épreuve la présence britannique dans le Golfe. En conséquence, le gouvernement décide d'engager le retrait de la quasi-intégralité des forces britanniques stationnées «à l'est de Suez». Pour certains petits États comme le Koweït et Bahreïn, ce départ de l'armée britannique les laisse sans défense, à la merci des convoitises de voisins bien plus puissants. Les représentants des cours royales se succèdent alors discrètement à Washington pour pousser la Maison-Blanche à s'impliquer durablement dans la stabilité du Golfe [Macris, 2010, p. 139].

Dès lors, les États-Unis prennent le relais du Royaume-Uni, mais sans pour autant aspirer à assurer le même rôle que celui-ci. Il n'y a pas alors de velléité à Washington de reconstruire un nouvel empire colonial. Certains diplomates aventureux du département d'État développent l'idée d'une OTAN du Golfe qui s'appuierait sur la relation irano-américaine. À cette époque, l'Iran du shah constitue un allié solide qui bénéficie d'une coopération militaire étendue avec les Américains. En outre, une telle architecture de sécurité pour la région permettrait de ne pas engager trop de forces américaines. Cependant, le shah se veut prudent et affirme son hostilité à l'égard de possibles nouvelles interférences extérieures après le départ des Britanniques [Macris, 2010, p. 177]. À ce titre, l'Iran refuse en 1968 d'héberger une base de l'US Navy pour la région. Devant cette décision, le Pentagone se tourne alors vers Bahreïn qui répond positivement.

La volonté américaine de ne pas déployer un imposant contingent militaire dans le Golfe a pour conséquence de ne pas combler véritablement le vide laissé par le départ des Britanniques. Aussitôt ces derniers partis, une compétition régionale s'engage entre l'Iran, l'Irak et l'Arabie saoudite. Chacun prend confiance en ses capacités et se montre beaucoup plus agressif dans ses revendications. En 1971, le shah s'empare de trois îles, Abou Moussa, la grande et la petite Tomb, dont les Émirats arabes unis réclament jusqu'à aujourd'hui la souveraineté. Puis, en 1979, le shah quitte l'Iran à l'issue d'une révolution populaire : l'événement prend par surprise tous les experts à Washington. Le régime qui lui succède dans les semaines suivantes, avec l'ayatollah Khomeiny à sa tête, remet en cause la relation stratégique irano-américaine et va jusqu'à apporter son soutien, en novembre 1979, à la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran par des étudiants iraniens. En mars de la même année, la résurgence du conflit entre le Yémen du Sud et du Nord renforce les inquiétudes de Washington quant à la stabilité de la région.

La décennie des années 1980 est marquée par la guerre Iran-Irak qui débute en septembre 1980 et dure jusqu'en 1988. Lorsque le conflit commence, les États-Unis entendent maintenir une neutralité. Toutefois, le Pentagone déploie au fil des mois des moyens aériens et navals dans le Golfe, et en particulier dans le détroit d'Ormuz, afin de rassurer les monarchies du Golfe et de préserver la stabilité des flux maritimes. Puis, en 1986, la « guerre des tankers » voit l'Iran prendre pour cible les navires koweïtiens et saoudiens (les deux pays soutenant financièrement l'effort de guerre de Saddam Hussein). Le Koweït et l'Arabie saoudite se tournent immédiatement vers les États-Unis et, presque contre leur gré, les forces américaines sont engagées dans le conflit. En fait, les archives ouvertes montrent que la décision de Ronald Reagan d'assurer directement la protection des vaisseaux des monarchies du Golfe fut prise en réaction à une demande koweïtienne d'aide auprès de l'Union soviétique. En d'autres termes, c'est au titre de la compétition soviéto-américaine que Washington a consenti à devenir finalement la puissance protectrice des monarchies du Golfe⁵. Cependant, signe de l'ambivalence de celles-ci, les membres du CCG s'empressent de s'opposer à l'idée d'une présence à terre des forces américaines. Le sentiment anti-occidental reste saillant à la fois au sein des cercles décideurs et dans la population locale. D'ailleurs, dès la fin de la guerre Iran-Irak en 1988, les Américains réduisent leur présence navale et entendent maintenir cette distance à l'égard du golfe Persique.

5. Voir notamment les Mémoires du secrétaire à la Défense de Ronald Reagan [Weinberger, 1990, p. 388].

Mais l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990 change complètement la donne. En l'espace de quelques mois, les cours royales du Golfe passent outre leurs précédentes réticences et voient dans les États-Unis la seule puissance capable de résoudre la crise engagée avec Saddam Hussein. Ce ne sont pas moins de 200 000 soldats américains qui sont déployés en Arabie saoudite dès l'hiver 1990 pour mener l'opération *Desert Shield* pour protéger le royaume d'une invasion irakienne. À l'issue de la guerre, les États-Unis décident, pour la première fois, de maintenir une présence permanente dans la région. La base navale à Bahreïn est agrandie et rebaptisée en 1995 la V^e flotte de la marine américaine. Un accord de défense et de sécurité est signé avec le Qatar en 1992 et avec la construction de plusieurs camps, l'émirat devient le siège du quartier général avancé (*forward headquarters*) du Central Command.

Ainsi, la genèse du rôle américain dans la région rappelle des aspects souvent ignorés dans le débat contemporain. Celle-ci reste relativement récente, comparée à la présence militaire américaine en Europe ou en Asie. Washington n'a pas automatiquement et immédiatement repris le rôle d'*offshore balancer* (que l'on traduira approximativement par «arbitre à distance⁶») autrefois occupé par le Royaume-Uni. Ce n'est que progressivement, en réaction aux crises et aux guerres qui affectent la région, que le Pentagone s'est décidé à mettre en place un dispositif militaire dans le Golfe. Néanmoins, à partir de 1991, une contradiction fondamentale s'est insinuée dans la relation entre les États-Unis et les monarchies du Golfe. Si chacune des parties semble convenir depuis l'invasion irakienne du Koweït de la nécessité sécuritaire de cette présence américaine, cette coopération fait l'objet de controverses et de contestations qui détériorent progressivement les relations politiques.

La lente dégradation des relations politiques entre Washington et les monarchies du Golfe

La dégradation des relations politiques entre les États-Unis et les membres du CCG telle qu'elle a pu se dévoiler lors du mandat de Barack Obama n'est ni récente ni soudaine. Elle fait suite à une série d'épisodes depuis la fin de la guerre froide. En fait, plus les États-Unis ont renforcé leur coopération militaire avec les pays du Golfe, plus le bien-fondé de celle-ci a été remis en cause. Ce phénomène

6. L'idée d'*offshore balancing* est ancienne. Il s'agit de minimiser le risque d'un engagement américain dans un grand conflit en maintenant une faible présence au sol de soldats américains tout en continuant à exercer un *leadership* actif dans la gouvernance du système international [Layne, 1997, p. 120].

est particulièrement notable dans le cas de la relation américaine avec l'hégémon régional, l'Arabie saoudite.

Tout au long de la décennie 1990, l'administration Clinton poursuit une politique active d'exportations d'armement dans le Golfe, et en particulier envers l'Arabie saoudite. La fin de la guerre froide conduit à une baisse du budget de l'armée américaine qui entraîne une contraction des marchés des industries de défense américaines. Après un mouvement de réorganisation des grandes compagnies d'armement américaines, celles-ci sont incitées par le Pentagone à se tourner vers le marché extérieur. Or, dans les années 1990, la péninsule Arabique est la région la plus active en matière de course aux armements. L'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein amène les monarques du CCG à lancer un grand mouvement d'achat de matériels de guerre occidentaux. Les ventes d'armes américaines au régime saoudien, régime parmi les plus autoritaires au monde, ne sont pas sans provoquer l'émoi de l'opinion publique et des organisations non gouvernementales. Clinton arrive à maintenir le cap de ces ventes en invoquant *in fine* les intérêts stratégiques américains dans la région.

Mais la proximité avec les États-Unis déclenche aussi des vagues de protestations à l'intérieur du royaume saoudien. Au début des années 1990, plusieurs dignitaires religieux dénoncent ouvertement la politique d'hébergement de l'armée américaine sur le territoire saoudien abritant les deux grands lieux saints de l'islam. La radicalisation de la contestation conduit à de multiples attentats visant les bases américaines, tels que l'explosion des tours Khobar à Dhahran, en juin 1996, qui tue seize soldats américains. Cette même année, Oussama Ben Laden déclare :

Cela fait sept ans depuis l'arrivée des Américains, et le régime [saoudien] est incapable de les sortir du pays. Le régime leur a tout concédé et continue à mentir au peuple sur un départ futur des Américains. L'ennemi américain qui nous occupe est à l'origine de cette situation. C'est pourquoi les efforts doivent être concentrés sur la destruction, le combat et le meurtre de l'ennemi afin qu'au nom de Dieu il soit défait [cité in Berner, 2007, p. 33].

Cette montée des extrêmes ne fait que présager le choc auquel devra faire face quelques années plus tard l'administration de George W. Bush. Les attentats du 11 septembre 2001 ont été perpétrés par dix-neuf terroristes d'Al-Qaïda parmi lesquels on compte quinze Saoudiens. La Maison-Blanche ne peut éviter un vaste débat sur les fondements de son partenariat avec Riyad. La controverse est vive et certains experts vont même jusqu'à prôner auprès du département de la Défense une offensive militaire contre le royaume saoudien⁷. Si cette idée

7. C'est le cas plus précisément du chercheur Laurent Murawiec, travaillant à l'époque pour la RAND Corporation et qui présente devant le Defense Policy Board un exposé virulent

n'est guère prise au sérieux, celle d'une réduction substantielle de la dépendance énergétique américaine à l'égard du golfe Persique fait son chemin. Le gouvernement américain décide en particulier de prendre une certaine distance avec les ressources saoudiennes. En mai 2003, les importations américaines de pétrole saoudien représentent 71 461 barils par mois. En août 2009, soit six ans plus tard, le nombre mensuel tombe à 22 585 barils⁸. Entre-temps les États-Unis ont investi dans des sources alternatives : croissance des importations en provenance du golfe de Guinée ou encore renaissance de la propre production américaine.

Mais, au cours de ces années, c'est l'Irak qui devient le véritable cœur de la politique américaine dans la région. L'invasion américaine de l'Irak en mars 2003 est accueillie avec prudence par les monarques du Golfe. La chute du régime de Saddam Hussein leur permet certes de se débarrasser d'une des grandes menaces à l'origine même de la création du CCG. Pour autant, l'absence de préparation de l'après-Saddam par l'administration Bush inquiète rapidement les pays voisins de l'Irak, le Koweït et l'Arabie saoudite. Progressivement, la mise en place d'un nouveau régime à Bagdad non seulement affaiblit la communauté sunnite au profit des chiites mais tend à favoriser les intérêts de l'Iran, que les monarchies du CCG accusent d'avoir infiltré tous les rouages du nouvel État irakien. Dans des entretiens avec des diplomates et des officiers du Golfe, il est fréquent de les entendre dépeindre Nouri al-Maliki, le Premier ministre irakien, comme l'*« homme de Téhéran »*⁹. Le retrait des forces américaines d'Irak en décembre 2011 a donc conforté chez les pays du CCG l'idée selon laquelle ils seraient aujourd'hui les premiers à souffrir des erreurs stratégiques des États-Unis.

L'arrivée de Barack Obama n'a guère permis d'endiguer cette dégradation des relations. Élu sur une plateforme réformiste, Obama entendait marquer sa présidence d'idées morales sur l'apaisement des relations entre les États-Unis et le monde musulman, sur l'abolition des armes nucléaires ou encore sur la nécessité de discuter, sans conditions, avec le régime iranien¹⁰. Très vite pour les décideurs dans le Golfe, Obama semble animé d'idées naïves. Dès sa campagne présidentielle en 2008, Obama affirmait vouloir engager un dialogue diplomatique, sans conditions préalables, avec des pays considérés comme des « États voyous », en

au cours duquel il prône une position beaucoup plus agressive des États-Unis envers l'Arabie saoudite. Voir l'article qui révèle l'affaire : Thomas Ricks, « Briefing depicted Saudis as enemies », *Washington Post*, 6 août 2002.

8. Source : US Energy Information Administration, <www.eia.gov>.

9. Entretiens de l'auteur avec des décideurs militaires et politiques au Koweït et aux Émirats arabes unis en juin 2012 ; à Bahreïn en décembre 2012.

10. Les États-Unis ont officiellement cessé les échanges diplomatiques avec l'Iran suite à la prise en otages d'employés de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979.

l'occurrence la Corée du Nord, la Syrie et l'Iran. À l'été 2008, Ivo Daalder et Philip Gordon, alors conseillers du candidat Obama (et respectivement futurs représentant américain auprès de l'OTAN et secrétaire d'État adjoint), stipulaient dans une tribune du *Washington Post* que « le dialogue direct avec l'Iran était la meilleure option pour les États-Unis » [Daalder, Gordon, 2008].

Une fois Obama devenu président, cette philosophie met dans l'embarras un bon nombre de ses alliés et partenaires. Alors que les Européens ont adopté depuis 2006 une position ferme sur le dossier nucléaire iranien, Obama promet de renouer des liens diplomatiques avec l'Iran sans « conditions préalables ». Le revirement américain ne prend alors pas en compte les propres conditionnalités de l'UE-3 (France, Allemagne, Royaume-Uni) dans les pourparlers avec les représentants iraniens. L'« *engagement* » d'Obama contredit la position des Européens selon laquelle toute négociation doit être conditionnée par la suspension des activités iraniennes d'enrichissement et de retraitement de l'uranium. Cependant, au bout de quelques mois, la Maison-Blanche abandonne cette posture. Pour les monarchies du CCG et pour l'Arabie saoudite en particulier, il s'agit là d'un camouflet qui dénote un angélisme dangereux de la part du président américain. Depuis lors, certains des régimes du Golfe se sont montrés extrêmement offensifs sur la question iranienne vis-à-vis de Washington : dans ce camp des « faucons », on trouve ainsi l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (en particulier Abou Dhabi) et Bahreïn¹¹.

Puis, le « lâchage » historique par le président américain de son homologue égyptien, Hosni Moubarak, à la faveur des protestations continues place Tahrir au Caire en mars 2011, suscite non plus le scepticisme mais l'angoisse et la colère : si Obama peut aussi rapidement se débarrasser de Moubarak, n'est-ce pas la preuve que les régimes du CCG, eux-mêmes soumis à une forte pression sociale, ne peuvent avoir confiance dans les États-Unis ?

Ce n'est donc pas une surprise de voir prospérer à partir de cette date les théories du complot dans la presse arabe du Golfe sur la main invisible américaine derrière le fameux « Printemps arabe ». Un parfait exemple de ce malaise est la déclaration de Dahi Khalfan Tamim, chef de la police de Dubaï, lors d'une conférence publique en janvier 2012. Devant les caméras, il affirme sans ambages que « la politique de sécurité des États-Unis est la première menace pour les pays du Golfe » [Issa, 2012]. Ces propos ne manquent pas de déclencher une controverse au sein des Émirats arabes unis, une fédération qui maintient par ailleurs une coopération militaire assez importante avec Washington.

11. Entretiens de l'auteur, juin et décembre 2012.

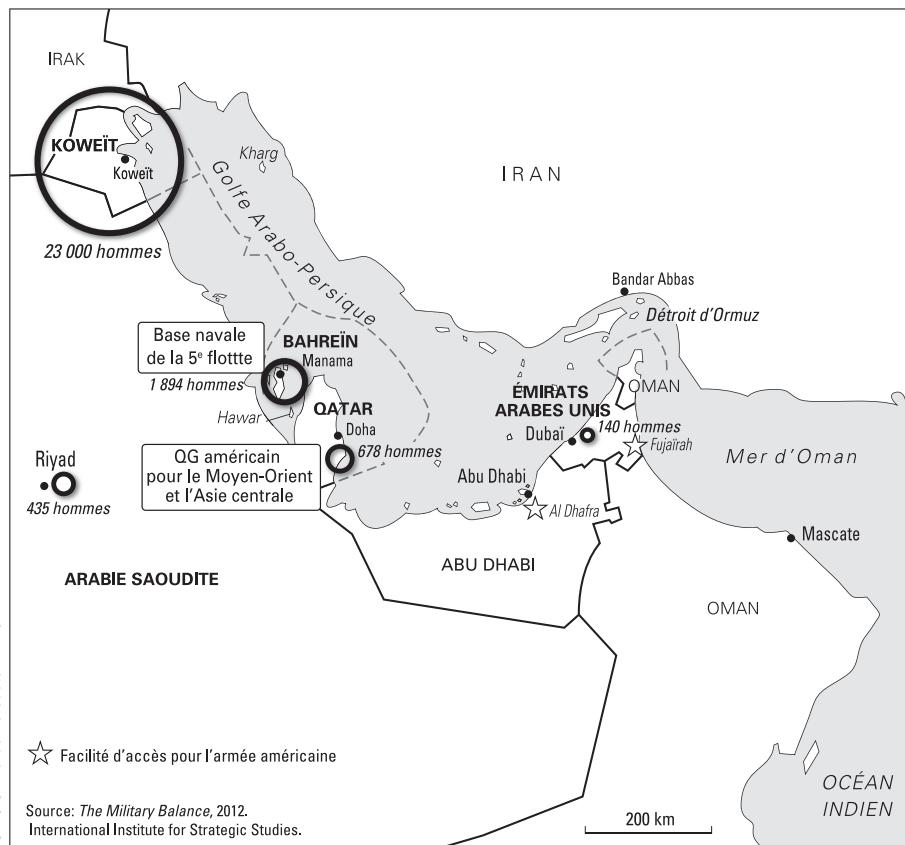
Dernier élément qui ne manque pas d'ironie, les États-Unis et les pays du Golfe entreprennent chacun de leur côté un mouvement de bascule de leurs politiques vers l'Asie. Pour Washington, le projet est déjà ancien et avait été ralenti par la décennie de la guerre contre le terrorisme. La montée en puissance de la Chine, les ambitions globales de l'Inde, la non-résolution des différends entre les deux Corées et les besoins de réassurance stratégique d'alliés historiques tels que le Japon et l'Australie sont autant d'enjeux qui exhortent Washington à entamer depuis 2011 son mouvement de «balance» vers le Pacifique¹². Pour les membres du CCG, cette annonce de Washington n'est qu'un signe supplémentaire de l'érosion inéluctable de leurs liens avec la puissance américaine. Se fondant sur le principe selon lequel la géopolitique est un jeu à somme nulle, les monarques arabes voient dans la «balance» asiatique d'Obama un phénomène qui affecte les ressources dévolues par Washington à la stabilité de la péninsule. C'est pourquoi, en quête d'une certaine autonomie stratégique, eux-mêmes se mettent à diversifier leurs partenariats et à développer une politique asiatique. L'Arabie saoudite, en particulier, a renforcé ses liens non seulement économiques mais aussi stratégiques avec la Chine et l'Inde, signant des mémorandums et des accords bilatéraux dont l'objectif *in fine* est de façonner un nouveau cadre géostratégique à Riyad [Davidson, 2010].

Par conséquent, on comprend mieux que l'«oubli» du prince Salman de Bahreïn lors de l'ouverture du dernier Manama Dialogue est moins une anecdote qu'un indice révélateur du climat délétère qui s'est installé dans les relations entre Washington et les pays de la région. Pour autant, si cette relation politique, voire personnelle, entre Obama et les monarques du Golfe est empreinte de méfiance réciproque, un examen détaillé du volet militaire de cette coopération conduit à nuancer cette idée d'un partenariat en déclin. Comme le prouvent les développements des dernières années en ce qui concerne le dispositif de l'armée américaine dans la région, les États-Unis ne sont pas en train de se retirer stratégiquement de la péninsule Arabique. Bien au contraire.

12. Voir notamment le rapport officiel du département de la Défense, *Sustaining U.S. Global Leadership. Priorities for 21st Century Defense*, Washington, janvier 2012. Pour une synthèse en français sur la «balance» américaine vers le Pacifique, nous nous permettons de renvoyer à notre article, «La “bascule” vers l'Asie : logique et implications de la nouvelle géostratégie américaine», *EurOrient*, n°39, hiver 2012, p. 105.

LES ÉTATS-UNIS DANS LE GOLFE PERSIQUE: LA *REALPOLITIK* D'OBAMA EN ACTION?

CARTE 1. – LES BASES MILITAIRES AMÉRICAINES
DANS LE GOLFE ARABO-PERSIQUE



© 2013 - Revue *Hérodote* N° 149

La pérennité du *leadership* militaire américain dans le Golfe

Malgré le climat politique fortement dégradé, il ne faudrait pas oublier certains invariants de la politique américaine dans le Golfe, à commencer par le maintien de bases militaires à Bahreïn, au Koweït et au Qatar (siège régional du

Central Command). En dépit de la crise financière et des pressions pesant sur le Pentagone pour assainir son budget, il n'y a pas de débat entre le pouvoir exécutif et le Congrès sur l'éventualité d'un retrait, ne serait-ce que partiel, des troupes du Golfe, et ce contrairement aux implantations américaines en Europe. Au contraire, les chiffres tendent même à démontrer une tendance inverse.

En 2012, l'US Navy a doublé le nombre de navires patrouillant dans le détroit d'Ormuz¹³. Cette recrudescence des patrouilles de l'US Navy se veut dissuasive, eu égard aux menaces proférées par l'ayatollah Khamenei de fermer le détroit, en réponse aux nouvelles sanctions économiques imposées au régime iranien par les États-Unis et l'Union européenne à l'hiver 2012. De même, la base américaine au Koweït ayant accueilli les troupes se retirant d'Irak devrait garder l'équivalent d'une brigade additionnelle : à l'échelle régionale, il s'agit donc moins d'un retrait que d'un redéploiement. En d'autres termes, le retrait d'Irak a pour résultat direct un accroissement des troupes américaines au sol dans le Golfe. Il s'agit là d'un signal fort de réassurance envers les alliés régionaux, qui importe bien plus que les antagonismes personnels qui peuvent opposer les monarques au président des États-Unis.

En ce qui concerne le commerce de l'armement, les relations entre les États-Unis et les pays du Golfe ne connaissent pas de turbulence particulière, au contraire. En 2011, les autorités saoudiennes passent un contrat avec les États-Unis portant, entre autres, sur l'achat de 84 avions de combat F-15, d'une douzaine d'hélicoptères Apache et Black Hawk. Le montant final de ce seul contrat : 33,4 milliards de dollars. Un record dans l'histoire des ventes d'armes. Le sultanat d'Oman et les Émirats arabes unis ont également exprimé un fort intérêt pour l'achat d'avions de combat américains. D'un point de vue général, les États-Unis restent les leaders dans le domaine des ventes d'armes aux pays du CCG. Ils sont largement en tête (devant le Royaume-Uni et la France), ayant obtenu pour près d'un tiers de la valeur des commandes enregistrées depuis 2004. Ces ventes sont passées dans le cadre des *Foreign Military Sales* qui permet un suivi politique étroit. *Via* les *Foreign Military Sales*, le département de la Défense passe la commande aux industriels ou fait appel aux stocks de l'armée. De cette façon, il n'existe pas de relation contractuelle entre l'industriel et le client étranger. L'État américain donne sa garantie directe sur le contrat et, en plus du matériel vendu, le client bénéficie du soutien logistique des armées américaines. Les *Foreign Military Sales* sont donc un outil politique redoutable : les ventes sont conduites par le Pentagone, et non les industriels, de sorte qu'elles

13. Thom Shanker, Eric Schmitt, David Sanger, « U.S. adds forces in Persian Gulf, a signal to Iran », *The New York Times*, 3 juillet 2012.

font partie intégrante du dialogue stratégique entretenu par les États-Unis avec les monarchies du Golfe¹⁴.

Toujours au niveau de l'armement, la vente de systèmes de défense antimissile américains aux pays du Golfe constitue un volet de la coopération militaire souvent négligé mais de plus en plus structurant, et dont les implications dépassent le cadre proprement opérationnel. À l'origine de cet intérêt prononcé des monarchies du CCG pour la défense antimissile, on trouve les inquiétudes de ces derniers devant les progrès réalisés par l'Iran en matière de missiles balistiques et de croisière qui pourraient atteindre leurs territoires [International Institute for Strategic Studies, 2010]. À l'automne 2012, le Qatar et les Émirats arabes unis ont déclaré leur intention d'acquérir les systèmes THAAD (*theater high altitude area defense*). Les dirigeants à Doha ont également exprimé leur souhait d'acheter des batteries Patriot.

Ces intentions d'achat font suite à de précédentes vagues d'acquisitions dans la région, des pays tels que les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Koweït disposant d'ores et déjà de batteries Patriot. D'un point de vue opérationnel, le système THAAD complète le système Patriot en élargissant le champ de couverture des moyens de défense des concernés.

Ensemble, ces systèmes forment un embryon d'architecture régionale de défense antimissile. De façon similaire aux dispositifs en cours de déploiement en Europe (intercepteurs, radars, missiles antimissiles, etc.), les systèmes acquis par les pays du Golfe renforcent leurs liens avec Washington, étant donné que le département de la Défense reste le seul à disposer de l'expertise technique pour assurer les fonctions de commandement et de contrôle. La grande différence vis-à-vis du déploiement de la défense antimissile au sein de l'OTAN est qu'au sein du CCG tous les achats sont le résultat d'une coopération bilatérale entre chacune des monarchies arabes et les États-Unis. En d'autres termes, il n'y a pas à proprement parler une architecture de défense antimissile du CCG mais un dispositif américain au service des membres du CCG. Malgré de multiples projets tous avortés, le CCG s'est jusqu'ici montré incapable de fédérer autour de lui ces multiples efforts si bien que la dépendance opérationnelle des armées du Golfe envers les États-Unis, et tout particulièrement envers le Central Command, est amenée à croître, non à décroître. On voit donc, à travers le cas des systèmes de défense

14. Le seul garde-fou à ces ventes et qui fait fréquemment l'objet d'intenses discussions entre l'exécutif américain et le Congrès, est la question de ce transfert de technologie vis-à-vis de la sécurité d'Israël. Les parlementaires américains demandent ainsi des garanties au Pentagone pour préserver la supériorité militaire israélienne dans la région (selon le principe de *competitive military edge*). Cet impératif contraint le Pentagone à ne pas transférer à un pays arabe de matériels de guerre plus avancés que ceux transmis à l'État hébreu.

antimissile, un exemple concret de renforcement des liens entre le Pentagone et ses partenaires du Golfe. Derrière cette problématique technique se cache une réalité politique : les pays du Golfe se reposent de plus en plus sur les capacités des États-Unis pour assurer leur sécurité face à une éventuelle menace iranienne.

Sur le dossier iranien en l'occurrence, le discours sur l'angélisme présupposé d'Obama se révèle simpliste comme l'ont démontré les révélations en 2012 sur la « guerre clandestine » que le président américain a conduite contre l'Iran. En effet, en juin 2012, le journaliste du *New York Times* David Sanger révèle dans les pages du grand quotidien américain que le ver informatique Stuxnet ayant infecté à l'automne 2010 les centrifugeuses de l'usine iranienne d'enrichissement de l'uranium à Natanz était en fait la partie émergée d'un véritable iceberg : Stuxnet serait en réalité une composante des multiples opérations lancées clandestinement par les États-Unis dans le cadre d'un programme baptisé *Olympic Games* et datant de l'administration Bush Jr¹⁵. Obama non seulement ne démantèle pas les initiatives prises par l'administration Bush mais accroît leur champ d'action. C'est ainsi que le président Barack Obama, élu en promettant d'engager un dialogue sans préconditions avec le pouvoir iranien, approuve le renforcement d'*Olympic Games* par la NSA (National Security Agency). La nouvelle lecture qu'offrent les révélations de Sanger donne à voir un Obama beaucoup plus pragmatique, voire cynique, dans l'articulation d'une stratégie mêlant des messages diplomatiques bienveillants – le fameux « *engagement* » – et un renforcement continu d'*Olympic Games*. En fait, le programme *Olympic Games* a pu servir d'outil expérimental pour l'administration Obama estimant à la fois que le processus diplomatique était voué à l'échec en raison de la duplicité du régime de Téhéran et que des frappes militaires ne feraient qu'embraser la région. En d'autres termes, les cyberattaques perpétrées par les États-Unis depuis 2008 ont permis de trouver une troisième voie, encore jamais explorée, dans la mise en œuvre d'une diplomatie coercitive¹⁶. Certes, le projet *Olympic Games* n'a pas entendu directement répondre à des attentes du Golfe mais plutôt à celles d'Israël. De même, il est difficile de savoir dans quelle mesure les alliés des États-Unis dans le Golfe ont pu être informés des développements relatifs à *Olympic Games*.

Enfin, le dernier élément qui va à l'encontre de l'idée selon laquelle il y aurait une dégradation des relations est la gestion du dossier yéménite. Alors même que les États-Unis sont restés dans l'embarras face aux protestations à Bahreïn et à leur répression conduite par le Bouclier de la Péninsule – force militaire de

15. David Sanger, « Obama order sped up wave of cyberattacks against Iran », *The New York Times*, 1^{er} juin 2012.

16. Notion héritée de la guerre froide, la diplomatie coercitive s'appuie sur l'emploi de la menace ou de la force armée de façon graduelle et limitée afin de contraindre un adversaire.

réaction rapide du CCG – sous commandement saoudien, tel n'a pas été le cas au Yémen où Washington et Riyad partagent un intérêt commun dans la lutte contre Al-Qaïda et maintiennent de ce fait une coopération étroite.

À l'issue de cet examen de la politique américaine dans la péninsule Arabique, il apparaît qu'en dépit d'un environnement diplomatique aujourd'hui tendu entre les États-Unis et les monarchies du Golfe, chacune des parties maintient pragmatiquement une coopération sécuritaire qui est perçue comme bénéfique pour tous. C'est à cette fin que la secrétaire d'État Hillary Clinton s'est considérablement impliquée dans la mise en place d'un dialogue stratégique entre les États-Unis et le CCG, et ce afin de « régionaliser » autant que possible cette coopération¹⁷.

Une des possibles explications de ce pragmatisme, ou de cette *Realpolitik*, est que les monarchies du Golfe admettent que seuls les États-Unis sont non seulement capables, mais aussi et surtout volontaires pour assumer ces responsabilités pour la région. Si la fameuse « *Look-East Policy* » entreprise par le CCG envers l'Inde et la Chine peut consolider certains domaines de la coopération économique ou militaire, elle ne peut en aucun cas remplacer le dispositif américain pour la région. En conséquence, les tensions qui ont animé les relations entre Obama et les monarques du Golfe au cours du premier mandat du président américain ne remettent pas en cause les fondamentaux : Washington reste – et devrait rester pour les années à venir – l'ultime *offshore balancer* dans la péninsule Arabique.

Bibliographie

BERNER B. (2007), *Jihad. Bin Laden in His Own Words*, Peacock Books, New Delhi.

BUZAN B., WAEVER O. (2003), *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Cambridge University Press, Cambridge.

DAALDER I., GORDON P. (2008), « Talking to Iran is our best option », *Washington Post*, 29 juin.

DAVIDSON C. (2010), *The Persian Gulf and Pacific Asia. From Indifference to Interdependence*, Columbia University Press, New York.

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES (2010), *Iran's Ballistic Missile Capabilities. A net assessment*, Strategic Dossier, Londres.

ISSA W. (2012), « Police chief defends criticism of US policies », *The National*, 20 janvier.

LAYNE C. (1997), « From preponderance to offshore balancing : America's future grand strategy », *International Security*, vol. 22, n° 1.

17. L'US-Gulf Strategic Cooperation Forum a été créé officiellement en 2012 et s'est réuni au niveau des ministres des Affaires étrangères à deux reprises lors de sa première année d'exercice.

HÉRODOTE

MACRIS J. (2010), *The Politics and Security of the Gulf. Anglo-American Hegemony and the Shaping of a Region*, Routledge, Londres.

WEINBERGER C. (1990), *Fighting for Peace. Seven Critical Years in the Pentagon*, Warner Books, New York.